

DECLARATION D'ABURI

Nous, membres du groupe d'organisations non gouvernementales de la société civile d'Afrique de l'Ouest engagées dans la préparation du Sommet Mondial sur le développement durable prévu du 26 août au 04 septembre 2002 à Johannesburg, réunis à Aburi, au Ghana, du 19 au 22 février 2002, afin d'échanger des informations sur l'évolution du processus dans nos pays respectifs et d'apprécier les questions en cours de discussion dans le cadre du sommet ;

1. Rappelant les dispositions pertinentes des chapitres 27 de l'Agenda 21 consacrant le rôle des organisations non gouvernementales dans le développement durable ;

2. Notant avec préoccupation que le Sommet de Johannesburg se prépare dans un contexte de mondialisation des échanges et de l'économie ;

3. Réaffirmant notre engagement à assumer un rôle crucial dans le processus du développement durable de notre planète ;

4. Estimant que la participation effective et efficace de la société civile aux travaux du Sommet Mondial devra permettre aux acteurs gouvernementaux et aux institutions internationales d'opérer des choix de politiques de développement plus équitables et plus responsables ;

5. Précisant également que nos diverses contributions sont de nature à attirer l'attention des instances de décision internationales sur leur responsabilité dans le devenir de notre planète afin d'éviter une apocalypse mondiale ;

6. Indiquant en outre qu'une contribution efficace au Sommet Mondial sur le Développement durable exige qu'à tous les niveaux de préparation dudit sommet, soient écoutées, reconnues, acceptées et partagées nos positions sur les questions cruciales du développement de notre planète notamment les questions de déséquilibre et d'iniquité mondiales ;

7. Estimant que les poches de pauvreté dans le monde, en particulier en Afrique, n'ont fait que s'approfondir du fait du poids de la dette, de l'insuffisance et de la mauvaise orientation des investissements dans les pays du sud, de la piraterie institutionnelle, de la mauvaise gouvernance, de la globalisation culturelle, technologique et économique, de l'insécurité et de l'exclusion, malgré les objectifs déclarés de lutte contre la pauvreté ainsi que les stratégies et instruments prévus dans divers accords internationaux depuis RIO 92 ;

8. Rappelant également les principales conclusions de la Déclaration du forum du millénaire des Nations Unies et le Plan d'Action des organisations de la société civile des pays du Sud, notamment des ONG de l'Afrique de l'Ouest pour répondre ensemble aux multiples opportunités et défis en matière de développement durable auxquels notre planète est confrontée ;

9. Déclarons que la rencontre d'Aburi est une phase importante dans un processus visant à faciliter et à créer un environnement favorable permettant à tous les acteurs impliqués dans le processus de préparation du sommet de conseiller nos gouvernements à travers nos contributions, de les assister dans la défense des intérêts des communautés et des peuples et de leur formuler des observations et recommandations sur les stratégies pour réduire l'écart de développement entre le Nord et le Sud.

10. Par rapport au Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) initié par les Chefs d'Etat Africains

Les ONG de l'Afrique de l'Ouest réunies à ABURI,

- Saluent l'initiative du NEPAD et encouragent l'ensemble des Chefs d'Etat africains à la soutenir et à œuvrer pour sa diffusion et sa mise en œuvre pendant et après le SMDD ;
- Invitent les organisations internationales à contribuer à sa vulgarisation et à sa mise en œuvre ;
- Demandent instamment l'implication massive de la société civile pour la finalisation, l'adoption et la mise en œuvre du NEPAD ;
- Demandent enfin que des aspects relatifs à l'eau, à la biodiversité, à la forêt et à la participation de la société civile soient plus largement pris en compte dans le document final.

11. Par rapport au Pacte planétaire

Les ONG de l'Afrique de l'Ouest réunies à ABURI,

- Considèrent que le document du Pacte planétaire offre des opportunités de rééquilibrage des différences de développement entre le Nord et le Sud ;
- Affirment leur solidarité avec les objectifs du Pacte planétaire d'amener les pays du Nord à s'engager dans des actions allant dans le sens du rétablissement de l'équilibre global dans la gestion du développement ;
- Invitent cependant les initiateurs du Pacte planétaire à développer davantage les idées énoncées et à y inclure une institutionnalisation de la participation de la société civile à la gestion du développement global ;
- Invitent également les initiateurs à intégrer dans le document un volet relatif à la mobilisation intégrée, coordonnée et efficace des ressources destinées à la société civile afin qu'elle puisse jouer efficacement son rôle d'appui au développement, de suivi et d'évaluation de la coopération en matière de développement ;
- Proposent que le Pacte planétaire tienne compte des engagements fermes et des mesures appropriées à prendre en vue de faciliter l'instauration d'un véritable dialogue dans les domaines d'intérêts et de préoccupation majeurs pour le développement durable.

12. Par rapport à la participation des ONG au processus Rio+10 dans les pays de l'Afrique de l'Ouest

Les ONG de l'Afrique de l'Ouest réunies à ABURI,

- Encouragent la poursuite de la mobilisation des ressources dans les pays et invitent à élargir davantage la plate-forme des concertations nationales en vue d'une contribution pertinente et partagée au Sommet de Johannesburg ;
- Invitent les partenaires au développement et toute la communauté internationale, notamment, les institutions du système des Nations Unies à appuyer le processus de préparation du Sommet dans tous les pays ;
- Demandent particulièrement aux institutions du système des Nations Unies dans les pays en voie de développement à appuyer les activités des ONG dans leurs efforts de mobilisation et de contribution aux travaux du Sommet ;
- Invitent les gouvernements à coopérer avec les ONG pour atteindre des résultats concrets et significatifs en matière de proposition de coopération internationale et de gestion des ressources de la planète.

ABURI, le 22 février 2002,

LES PARTICIPANTS